



Législatives 2012 : analyse et décryptage

**Défaite politique de la droite parlementaire, victoire idéologique
de la droite nationale**

21 juin 2012

LÉGISLATIVES 2012 : ANALYSE ET DÉCRYPTAGE

Défaite politique de la droite parlementaire, victoire idéologique de la droite nationale

1. Des élections conformes aux invariants politiques

1.1 Une abstention massive et croissante depuis 1981

Le tableau suivant illustre la progression de l'abstention enregistrée lors des élections législatives depuis 1981 :

1981	1981	1986	1988	1988	1993	1993	1997	1997	2002	2002	2007	2007	2012	2012
T1	T2	(un seul tour)	T1	T2	T1	T2	T1	T2	T1	T2	T1	T2	T1	T2
29,1	24,9	21,5	34,3	30,1	30,8	32,4	32	28,9	35,6	39,7	39,6	40	42,8	44,6

NB : les élections de 1986 ont eu lieu au scrutin proportionnel à un tour ; seules les élections de 1986, 1993 et 1997 n'ont pas été organisées consécutivement à une élection présidentielle.

Un premier constat s'impose : celui de la progression continue de l'abstention depuis 1981. Ceci n'est pas propre aux élections législatives et concerne l'ensemble des scrutins hors élection présidentielle. Outre les élections régionales et européennes qui sont traditionnellement marquées par l'abstention (du fait d'une faible identification institutionnelle et d'un manque d'intérêt pour les enjeux politiques inhérents à ces deux scrutins, et, s'agissant des seules élections européennes d'un manque chronique de mobilisation de l'électorat eurosceptique qui se rend aux urnes surtout à l'occasion des référendums relatifs à la ratification de traités), les élections municipales sont aussi touchées. Le taux d'abstention au premier tour augmente en effet lors de chaque scrutin depuis 1977. L'obsolescence du clivage droite-gauche, la similarité des politiques socio-libérales menées par la gauche de gouvernement (depuis 1983) et la droite parlementaire, le sentiment diffus mais juste que la mondialisation et la construction européenne ont considérablement érodé les marges de manœuvre du politique, le millefeuille institutionnel local (et notamment la montée en puissance des

structures intercommunales aux compétences floues et méconnues) sont autant de facteurs permettant de comprendre cette progression générale de l'abstention. Parallèlement, il est possible d'identifier certains éléments spécifiques aux élections législatives.

Depuis l'adoption du quinquennat en 2000 et l'inversion du calendrier électoral, les élections législatives ont désormais lieu systématiquement environ un mois après le second tour de l'élection présidentielle. **Cette configuration a fait perdre définitivement aux élections législatives leur caractère structurant dans la vie politique française.** Souvenons-nous des scrutins serrés de 1967 (où la droite sortante ne fut reconduite qu'avec un siège de majorité), de 1978 (la gauche majoritaire en voix au premier tour pour la première fois dans l'histoire de la V^e République, défaite au second tour en raison de mauvais reports de voix entre socialistes et communistes) ou encore de 1997 (dissolution de l'Assemblée sortante et victoire surprise de la gauche plurielle) : ceux-ci ont marqué l'histoire politique de la V^e République. Aucune des cinq élections législatives organisées immédiatement après une élection présidentielle n'entre dans cette catégorie, tant leurs résultats furent prévisibles.

Un phénomène nouveau et marquant a trait à l'augmentation de l'abstention entre les deux tours systématiquement enregistrée depuis 2002. Un cas similaire s'est produit en 1993 mais pour des raisons bien spécifiques : le score historiquement bas du PS ayant éliminé la gauche du second tour dans de nombreuses circonscriptions, certains électeurs de gauche ne s'étaient pas déplacés pour arbitrer les duels opposant exclusivement des candidats de droite (UDF, RPR, DVD, FN).

Certains électeurs de premier tour, considérant que les élections sont déjà jouées ou déçus par l'élimination de leur candidat (ceci concerne fréquemment les électeurs frontistes) ne se rendent pas aux urnes au second tour. Les résultats suivants dans des circonscriptions à vote FN fort mais insuffisant pour accéder au second tour illustrent ce phénomène :

Circonscriptions	Vote FN 1 ^{er} tour	Abstention 1 ^{er} tour	Abstention 2 nd tour
Marne 5 ^e	18,13%	40,06%	43,59%
Hérault 8 ^e	20,74%	41,04%	43,32%
Oise 3 ^e	18,89%	45,62%	48,65%
Bouches du Rhône 1 ^{re}	21,88%	42,65%	45,53%
Alpes – Maritimes 5 ^e	21,41%	41,41%	46,01%

Ceci se vérifie au niveau communal : sur les communes de Frontignan et Mireval (8^e de l'Hérault), le FN réalise respectivement 26,36% et 25,78% ; l'abstention progresse davantage dans ces communes que dans le reste de la circonscription, passant de 41,88% et 38,4% à 44,76% et 41,04%. A signaler en outre que la part de bulletins blancs et nuls est également plus élevée que dans les autres communes de la circonscription.

Géographiquement, l'abstention se concentre essentiellement en Alsace-Moselle, dans les départements littoraux de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en région Rhône-Alpes (autant de zones de force du Front National), ainsi que dans les banlieues au nombre important de votants d'origine étrangère (54,19% d'abstention au premier tour dans la circonscription d'Aubervilliers où a été parachutée M^{me} Guigou) et en outre-mer. A ces zones d'abstention traditionnelles viennent s'ajouter des régions telles que le bassin minier du Pas-de-Calais, où la participation électorale était très forte jusqu'aux années 1980. Le déclin du PCF et de son réseau militant, les affaires qui impliquent certains caciques socialistes y sont pour beaucoup.

Sociologiquement, c'est l'électorat populaire (ouvriers et employés notamment) qui a massivement boudé les urnes, estimant avoir déjà choisi la politique à mener pour les cinq années à venir lors de l'élection présidentielle.

1.2 Des rapports de force exclusivement fondés sur les résultats de l'élection présidentielle

Le camp du vainqueur de l'élection présidentielle voit, comme dans les quatre scrutins précédents comparables, ses résultats amplifiés lors des élections législatives. Les partis ayant subi une défaite spectaculaire lors de l'élection présidentielle (FN en 2007, Modem en 2012) sont laminés aux élections législatives qui suivent. Les Verts échappent à cette règle en raison de l'accord extrêmement avantageux négocié par Jean-Vincent Placé avec les socialistes, suite aux bons résultats obtenus, comme souvent, par les Verts aux élections européennes et régionales ; les candidats EELV qui se présentaient sous leurs seules couleurs obtiennent des scores honorables, essentiellement dans les grandes villes. Le Front de Gauche réalise un score médiocre de 6,9%, perdant du terrain dans tous les départements français (à l'exception du Cher) par rapport au score de Mélenchon à la Présidentielle, ce qui est une première.

L'UMP et ses alliés réalisent le score le plus faible de l'histoire de la droite parlementaire (34,7%), conforme au médiocre score obtenu au premier tour de la Présidentielle.

Le FN résiste bien, avec un score de 13,6% qui est le meilleur de son histoire aux législatives après celui obtenu en 1997 : la perte de 4,3 points par rapport au score de Marine Le Pen est relativement faible par rapport à celle enregistrée en 1988, 2002 et 2007. Les scores cumulés de l'UMP, des divers droite et du Front National sont supérieurs au total des voix de gauche.

1.3 D'où une absence logique d'émergence de force politique nouvelle

Les élections législatives de la V^e République ont toujours été un scrutin « légitimiste » : les électeurs font confiance aux forces politiques connues. Traditionnellement, elles n'ont jamais consacré la naissance d'un nouvel acteur politique : au mieux, elles confirmaient une émergence plus ancienne (le FN en 1986 après les 10,95% obtenus aux européennes de 1984 ; les écologistes en 1993, suite aux bons résultats aux européennes de 1989 et des élections locales de 1989 et 1992). Fort

logiquement, le dernier scrutin ne fait pas exception et ne voit pas percer une force politique nouvelle. Deux mouvements nous semblent toutefois à surveiller : le parti Pirate, qui croît en Suède et en Allemagne, et qui est susceptible de séduire ponctuellement une jeunesse de plus en plus sensible aux enjeux numériques, en particulier à l'occasion d'élections européennes propices à la réussite de formation de ce type, et le mouvement « Émergence » prônant un communautarisme éhonté qui pourra peser, avec d'autres groupuscules similaires, lors des prochaines municipales dans des communes à forte population d'origine africaine.

2. Certains éléments confirment des tendances plus récentes

2.1 *Les clivages Centre/Périphérie et Est/Ouest montent en puissance*

Sans surprise, les tendances observées depuis le milieu des années 1990 se confirment et s'amplifient lors des élections législatives de 2012 : les droites se maintiennent dans la France de l'Est et dans la France périurbaine. Elles s'effritent, voire s'écroulent, dans la France de l'Ouest et dans les centres-villes. La comparaison avec les législatives de 1997 (gagnées également par la gauche) est éclairante :

Circonscriptions	1997 - Droite Parlementaire 2^e tour	2012 - Droite Parlementaire 2^e tour	Ecart
1 ^{re} Loire-Atlantique (Nantes Ouest)	49,48%	41,06%	-8,42
1 ^{re} Maine-et-Loire (Angers)	53,09%	47,36%	-5,73
1 ^{re} Gironde (Bordeaux Nord)	54,98%	48,51%	-6,47
19 ^e Paris (parties des 18 et 19 ^e arrdts) – désormais 17 ^e Paris après redécoupage	42,79%	27,2%	-20,59
2 ^e Vosges (Saint-Dié)	41,62%	50,88%	+9,26
1 ^{re} Meuse (Bar-Le-Duc)	47,19%	54,68%	+7,49
2 ^e Jura (Sainte-Claude)	51,8%	54,61%	+2,81

Ceci confirme largement les analyses du scrutin présidentiel : droite parlementaire et Front National ont une géographie électorale de plus en plus proche.

2.2 *La peau de chagrin des communistes et des centristes*

Le nombre de députés communistes diminue à chaque scrutin depuis 1997 ; le PCF ne tient que grâce à quelques têtes d'affiche, mais se voit sérieusement menacé en banlieue parisienne que quitte son électorat ouvrier traditionnel. La perte du Conseil général de Seine-Saint-Denis au profit du Parti Socialiste est symbolique de cet effritement : **le PCF comptait encore cinq députés en Seine-Saint-Denis en 1997 ; ils ne sont plus que deux désormais, du fait de la concurrence du PS qui devance le PC dans 10 circonscriptions sur 12** (c'était le cas dans seulement 7 circonscriptions sur 13 en 1997). Mélenchon a compris cette évolution en proposant une synthèse improbable entre la culture ouvriériste d'antan et un discours immigrationniste destiné à séduire les nouveaux habitants des banlieues. Sans succès : le PS et les Verts avaient anticipé bien avant les communistes les conséquences électorales de la substitution de population et donné une connotation ouvertement communautariste à leur discours leur assurant une hégémonie durable dans le département.

Quant aux centristes, seul l'atypique Jean Lassale est réélu en métropole. Bayrou et Mélenchon sont politiquement aux antipodes, mais ont tous deux fondé leur entreprise politique sur la seule logique histrionique de l'élection présidentielle, au détriment de l'action de proximité, de la reconquête des territoires et de la promotion de lieutenants de qualité. **Le MODEM et le Front de Gauche paient aujourd'hui le prix de cette stratégie suicidaire : respectivement mus par le ressentiment envers Nicolas Sarkozy et la haine envers Marine Le Pen, leurs leaders ont été des capitaines pleins de panache mais incapables d'inscrire leur démarche dans une action collective de long terme. Leur incurie stratégique les disqualifie aujourd'hui durablement.**

2.3 *Les dynamiques contrastées du vote Front National au 1^{er} tour*

Le Front National obtient comme de coutume des résultats en deçà du score de Marine Le Pen à l'élection présidentielle mais le reflux est plus fort dans l'ouest, le centre et le nord de la France : autant de régions où le FN avait progressé parfois de manière spectaculaire le 22 avril dernier. Cette chute est particulièrement forte dans des départements tels que la Haute-Marne, la Somme, les Ardennes ou les Vosges où les élus UMP, bien implantés et s'appuyant sur le soutien de maires ruraux, ont vu quant à eux leurs résultats progresser nettement par rapport au score de Nicolas Sarkozy. A l'inverse, dans le quart sud-est (PACA, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes) où le vote FN est plus ancien, l'érosion est bien moindre, et dans certaines circonscriptions le FN est même en progression, tout comme lors des élections législatives de 1988 dans les Bouches-du-Rhône et le Var.

Circonscriptions	Vote Marine LE PEN Présidentielle 2012	Vote FN Législatives 2012	Écart	Vote Nicolas Sarkozy Présidentielle 2012	Vote UMP Législatives 2012	Écart
2 ^e Haute-Marne (Saint-Dizier)	28,98%	19%	-9,98	27,2%	47,65%	+20,45
2 ^e Haute-Saône (Lure)	27,08%	17,77%	-9,31	22,89%	33,57%	+10,68
Creuse	16,27%	7,65%	-8,62	22,23%	33,8%	+11,57
2 ^e Vosges (Saint- Dié)	27,77%	17,44%	-10,33	23,56%	35,35%	+11,79
3 ^e Bouches-du- Rhône (Marseille Nord)	26,23%	29,87% <i>(Stéphane Ravier)</i>	+3,64	23,81%	20,21%	-3,6
3 ^e Vaucluse (Carpentras)	31,5%	34,63% <i>(Marion Maréchal- Le Pen)</i>	+3,13	27,65%	30,03%	+2,38
2 ^e Gard (Vauvert)	28,87%	34,57% <i>(Gilbert Collard)</i>	+5,7	26,64%	23,89%	-2,75

Dans ces bastions, le FN avait subi des pertes considérables aux élections présidentielle et législatives de 2007 : le ressentiment des électeurs à l'encontre de la droite parlementaire y est durable et se traduit, notamment, par une recrudescence du FN.

Il est à noter également que, sur l'ensemble du territoire, le FN se maintient plutôt mieux dans les grandes villes que dans les zones rurales : le vote dépersonnalisé y est en effet largement répandu, ce que ne doivent pas occulter les parachutages ratés de Claude Guéant ou Ségolène Royal. Lorsqu'un camp est uni autour de son candidat, celui-ci l'emporte aisément en dépit de son manque d'implantation : les parachutages réussis de Duflot et Hamon, qui retrouvent les scores de François Hollande au deuxième tour de l'élection présidentielle en attestent. Pour leur part, les candidats FN résistent bien dans les villes centres voire progressent légèrement (en pourcentage) dans certaines circonscriptions où l'abstention est forte (Epinay-sur-Seine, Vaulx-en-Velin ou Villeurbanne par exemple). En revanche, dans les départements ruraux, les pertes sont plus importantes : la personnalisation du vote y est beaucoup plus forte, le manque de crédibilité et/ou d'enracinement des candidats FN leur porte davantage préjudice, ceux-ci ne disposant pas des moyens d'action des élus de proximité.

3. Un second tour porteur d'espoirs pour le « Rassemblement Bleu Marine »

3.1 La bonne résistance du FN en triangulaire

En 1997, dans les triangulaires auxquelles il participait, si le FN était arrivé troisième au premier tour, il perdait presque systématiquement des voix dans les seconds tours, en subissant une érosion d'autant plus forte que l'élection était serrée ; une possibilité de victoire en triangulaire du candidat de la droite parlementaire voyait un report d'une partie des électeurs FN du 1^{er} tour sur ce dernier comme le prouvent les résultats suivants :

Circonscriptions	Vote FN Législatives 97 1 ^{er} tour	Vote FN Législatives 97 2 nd tour	Nombre de points / voix perdus	Résultats 2 nd tour
1 ^{re} Gard (Nîmes)	25,44% 11.782 voix	18,3% 9.413 voix	-7,14 - 2.369 voix	PCF : 41,5 UDF : 40,3 FN : 18,3
6 ^e Hérault (Béziers)	25,2% 12.487 voix	19,59% 10.646 voix	- 5,61 - 1.841 voix	PS : 43,52 UDF : 36,88 FN : 19,59

2 ^e Oise (Beauvais-Sud)	22,16% 11.446 voix	18,24% 10.181 voix	- 3,92 - 1.265 voix	PS : 42,54 RPR : 39,21 FN : 18,24
6 ^e Oise (Compiègne)	22,39% 10.287 voix	16,94% 8.293 voix	-5,45 - 1.994 voix	PCF : 42,14 UDF : 40,91 FN : 16,94
1 ^{re} Vaucluse	23,89% 10.349 voix	16,65% 7.946 voix	- 6,24 - 2.403 voix	PS : 41,96 RPR : 41,37 FN : 16,65

A noter que des éléments pouvaient contribuer au report d'une partie des voix FN sur la droite parlementaire : possibilité de victoire d'un candidat communiste (1^{re} du Gard, 6^e de l'Oise) ou personnalité nationale emblématique de la gauche (M^{me} Guigou dans la 1^{re} du Vaucluse).

En 2012, sur les mêmes circonscriptions, le FN résiste beaucoup mieux :

Circonscriptions	Vote FN Législatives 2012, 1 ^{er} tour	Vote FN Législatives 2012, 2 nd tour	Nombre de voix / points perdus	Résultats 2 nd tour
1 ^{re} Gard (Nîmes)	26,02% 12.487 voix	23,85% 11.781 voix	-2,17 - 706 voix	PS : 41,89 NC : 34,26 FN : 23,85
6 ^e Hérault (Béziers)	22,54% 11.329 voix	20,37% 10.572 voix	- 1,17 - 757 voix	PS : 39,82 UMP : 39,8 FN : 20,37
2 ^e Oise (Beauvais-Sud)	23,23% 11.534 voix	22,18% 11.185 voix	- 1,05 - 349 voix	UMP : 38,97 PS : 38,85 FN : 22,18

6 ^e Oise (Compiègne)	22,16% 9.578 voix	20,34% 8.731 voix	-1,82 - 847 voix	PCF : 42,72 UMP : 36,94 FN : 20,34
1 ^{re} Vaucluse (Avignon)	24,37% 9.862 voix <i>(en 2^e position devant l'UMP)</i>	28,02% 11.309 voix	+ 3,65 + 1.447 voix	PS : 45,25 FN : 28,02 UMP : 26,73

Le socle électoral FN est plus fort qu'il y a 15 ans : en dépit de la possibilité de victoire d'un candidat communiste, ou de défaite de député appartenant à la droite populaire (6^e de l'Hérault, 2^e de l'Oise), le FN conserve une grande majorité de ses suffrages de 1^{er} tour. Sur la 1^{re} circonscription du Vaucluse, le FN récupère une partie des voix qui se sont portées sur la candidate UMP du 1^{er} tour : celle-ci améliore son résultat d'un tour à l'autre (+1.167 voix) sans doute du fait d'un report de voix centristes, mais une partie de ses électeurs a préféré voter pour le candidat de droite arrivé en tête au premier tour.

Dans la circonscription remportée par Gilbert Collard, ce phénomène est encore plus prononcé :

2 ^e Gard (Vauvert)	1 ^{er} tour	2 ^e tour
	FN : 17.826 voix	FN : 22.780 voix
	PS : 16.948 voix	PS : 22.110 voix
	UMP : 12.318 voix	UMP : 8.313 voix

L'UMP perd 4.005 voix entre les deux tours ; le FN en gagne 4.954.

Sur la commune du Grau-du-Roi (dont le maire est le candidat UMP), les résultats sont encore plus significatifs :

2 ^e Gard (Vauvert) : <i>commune du Grau-du- Roi</i>	1 ^{er} tour	2 ^e tour
	UMP : 2.099 voix ; 39,54%	FN : 2.231 voix ; 41,22%
	FN : 1.595 voix ; 29,98%	PS : 1.690 voix ; 31,22%
	PS : 1.385 voix ; 26,03%	UMP : 1.492 voix ; 27,56%

Avec un nombre de votants quasiment équivalent entre les deux tours, le FN progresse de 636 voix, le PS de 95 (réserves du Front de Gauche du 1^{er} tour), tandis que l'UMP perd 507 voix.

Du fait de la forte possibilité de victoire du candidat FN, un nombre important d'électeurs UMP se sont reportés sur Gilbert Collard au deuxième tour. L'électorat UMP de cette circonscription est moins fidèle à son premier choix que les électeurs FN des circonscriptions étudiées précédemment.

Comme le montreront les résultats des duels Gauche/FN, l'électorat UMP est désormais majoritairement favorable à des alliances avec le Front National, en appliquant la discipline nationale (report vers le candidat de droite le mieux placé) malgré les consignes des états-majors parisiens.

3.2 Les duels droite/FN marqués par une progression du FN

Dans les 9 duels Droite parlementaire FN enregistrés lors de ces élections législatives, le Front National passe de 23,3 à 40% :

Duels Droite parlementaire / FN	Vote FN Législatives 2012 1 ^{er} tour	Total FN + UMP + DVD 1 ^{er} tour	Vote FN Législatives 2012 2 nd tour	Nombre de voix / points gagnés	Évolution de l'abstention entre les deux tours	Pourcentage de bulletins nuls (2 ^e tour)
5 ^e Eure (Vernon)	9.985 voix 20,03%	55,18 (dont UMP : 32,96)	14.608 voix 39,59%	4.423 voix +19,56	+8,06	15,4%
4 ^e Alpes-Maritimes (Menton)	11.039 voix 22,9%	66,71 (dont UMP : 32,7)	16.595 voix 44,78%	5.556 voix + 21,88	+7,86	12,2%
6 ^e Alpes-Maritimes (Cannes)	10.096 voix 23,71%	72,79 (dont UMP : 47,78)	11.757 voix 33,87%	1.651 voix +10,16	+7,8	8,2%
4 ^e Var (Saint-Tropez)	13.347 voix 23,73%	71,5 (dont UMP : 32,21)	19.490 voix 43,83%	6.143 voix +20,1	+6,61	11,8%
5 ^e Var (Fréjus)	13.261 voix 25,56%	73,34 (dont UMP : 40,87)	16.888 voix 40,36%	3.427 voix +14,8	+6,89	9,5%
6 ^e Var (Brignoles)	15.707 voix 24,97%	62,94 (dont UMP : 35,65)	18.834 voix 39,46%	3.127 voix +14,49	+8,33	12,5%

2 ^e Vaucluse (Cavaillon)	13.422 voix 27,36%	58,91 (dont UMP : 28,24)	17.045 voix 44,46%	3.623 voix +17,1	+6,55	13,7%
9 ^e Bouches- du-Rhône (Aubagne)	12.003 voix 22,25%	58,59 (dont UMP : 35,29)	14.963 voix 37,44%	2.960 voix +15,19	+ 9,49	12,9%
11 ^e Rhône (Givors)	9.475 voix 18,84%	56 (dont UMP : 29,28)	12.104 voix 34,98%	2.629 voix +16,14	+11,07	16,3%

Ces circonscriptions peuvent se répartir en 2 groupes : celles très marquées à droite, où la gauche est structurellement trop faible pour se maintenir au deuxième tour, et celles plus équilibrées où le FN a bénéficié des divisions à gauche et de la forte abstention pour affronter seul l'UMP au second tour.

Dans le 1^{er} groupe de circonscriptions, le FN améliore partout ses scores de 1997 (sauf à Cannes, où le maire de la ville a réalisé un excellent score de premier tour) ; ce bon report d'électeurs de gauche, dans la droite ligne des élections cantonales de 2011 dans le Var et les Alpes-Maritimes, s'explique en partie par l'usure du pouvoir et la lassitude exprimée à l'égard de certains notables locaux. MM. Guibal et Couve (respectivement maires de Menton et Saint-Tropez) tous deux âgés de plus de 70 ans subissent à une moindre échelle l'érosion électorale qui a été fatale à Jean-Michel Ferrand face à Marion Maréchal.

Dans le second groupe de circonscriptions, l'abstention et le nombre de bulletins nuls progressent plus fortement (à Givors et Vernon en particulier), ce qui n'empêche pas le FN de gagner un nombre important de suffrages.

Dans l'ensemble des circonscriptions étudiées, la progression du FN est partout supérieure à celle enregistrée en moyenne lors des cantonales de 2011 (le FN avait alors gagné 10 points par rapport à ses résultats de premier tour lorsqu'il affrontait en duel la droite parlementaire au second tour), révélant une évolution significative du comportement électoral des électeurs de gauche, et de certains électeurs de la droite parlementaire au premier tour.

3.3 *Pour la première fois depuis les élections législatives de 1988, les reports de voix de la droite classique vers le Front National ont fonctionné efficacement*

Nous avons sélectionné 8 des 20 duels qui opposaient le FN à la gauche.

Voix Gauche / FN	Vote FN Législatives 2012 ; 1 ^{er} tour	Total de voix FN + UMP + DVD 1 ^{er} tour	Vote FN Législatives 2012 ; 2 nd tour	Vote FN 2 nd tour / Total des voix de droite du 1 ^{er} tour	Vote Nicolas Sarkozy (2 ^e tour élection présidentielle 2012)	Pourcentage de bulletins nuls (2 ^e tour)
1 ^{er} Hérault (Bédarieux)	12.244 voix 22,44%	22.299 voix (40,95%)	19.631 voix 38,59%	88% du total des voix de droite du 1 ^{er} tour	44,95%	6,4%
2 ^{ème} Aude (Carcassonne)	11.674 voix 20,67%	22.801 voix (40,37%)	20.809 voix 39,03%	91,3%	42,68%	7%
3 ^{ème} Moselle (Forbach)	8.969 voix 26,34%	18.881 voix (55,45%)	15.317 voix 46,3%	81,1%	53,01%	5,3%
4 ^{ème} Nord (Le Quesnoy)	9.299 voix 17,95%	24.842 voix (47,95%)	20.080 voix 42,53%	80,8%	45,98%	7,5%
5 ^{ème} Pas-de-Calais (Lens)	11.190 voix 24,66%	17.260 voix (38,07%)	17.154 voix 40,48%	99,4%	35,96%	6,3%
6 ^{ème} Pas-de-Calais (Liévin)	12.839 voix 25,69%	19.137 voix (38,3%)	19.918 voix 43,17%	104,1%	37,41%	6,7%
7 ^{ème} des Bouches-du-Rhône (Marseille Nord)	10.975 voix 29,87%	19.121 voix 51,27%	17.263 voix 49,01%	90,3%	49,32%	5,5%
8 ^{ème} Bouches-du-Rhône (Arles)	14.967 voix 28,98%	26.648 voix 51,6%	25.469 voix 48,71%	95,6%	51,77%	4%

L'abstention dans ces circonscriptions a relativement peu évolué d'un tour à l'autre (elle est comprise entre -2,32 et +2,1).

Il convient d'insister en premier lieu sur les chiffres du Pas-de-Calais : une forte proportion des électeurs FN venant de la gauche, les scores obtenus par le FN au deuxième tour sont nettement meilleurs que ceux obtenus par Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle. Dans sa circonscription, Marine Le Pen obtient 49,89% alors que le président sortant plafonnait à 39,56%. Par ailleurs, des reports de voix de candidats PCF et, pour ce qui concerne la circonscription de Liévin, du député sortant Kucheida (que le PS n'avait pas réinvesti) ont renforcé les scores du FN.

Par ailleurs, lorsque la part du FN dans le total des voix de droite du 1^{er} tour est plus faible, le report des voix de droite parlementaire s'effectue très correctement.

En Moselle, sur la commune de Freyming-Merlebach dirigée par le député sortant UMP, les résultats sont les suivants :

6 ^e Moselle	1 ^{er} tour	2 nd tour
commune de Freyming- Merlebach	UMP : 1.534 voix ; 34,28%	FN : 1.966 voix ; 48,34%
	FN : 1.027 voix ; 22,95%	PS : 2.101 voix ; 51,66%
	PS : 1.431 voix ; 31,98%	

Avec une participation légèrement inférieure au deuxième tour (-2,5 points), on peut estimer que le candidat FN, Florian Philippot, a obtenu environ 2/3 des voix qui se sont portées au premier tour sur le député-maire UMP qui n'avait pas donné de consignes de vote pour le second tour.

Dans les Bouches-du-Rhône, les reports de la droite parlementaire sur les candidats FN sont spectaculaires : bien meilleurs qu'en 1997 et 2002, voire qu'en 1988 où 8 candidats RPR-UDF arrivés derrière ceux du FN s'étaient retirés au profit de ces derniers. La situation dans la commune des Saintes-Maries-de-la-Mer est révélatrice : le maire UMP de la commune s'est retiré au profit de la candidate FN en appelant à faire barrage à Michel Vauzelle (président socialiste de la Région PACA).

16 ^e Bouches-du-Rhône	1 ^{er} tour	2 nd tour
commune des Saintes- Maries-de-la-Mer	UMP : 1.079 voix ; 54,86%	FN : 1.316 voix ; 72,03%
	FN : 436 voix ; 22,17%	PS : 511 voix ; 27,97%
	PS : 394 voix ; 20,03%	

Avec un nombre de votants presque identique dans les deux tours, le FN a bénéficié du report de plus de 80% des électeurs UMP du 1^{er} tour.

Si le FN est toujours confronté au plafond de verre qui ne lui a permis de franchir le seuil de 50% qu'à 3 reprises lors d'élections législatives (Yann Piat en 1988, Marie-France Stirbois en 1989 et Jean-Marie Le Chevallier en 1997), il se rapproche de ce seuil fatidique. **Contrairement aux élections précédentes, c'est la faiblesse initiale des scores de la droite parlementaire, et non plus la mauvaise qualité des reports de voix qui l'a empêché d'obtenir la majorité absolue dans certaines circonscriptions. A cet égard, pour la première fois de l'histoire électorale de la V^e République, la qualité de report des électeurs UMP vers les candidats FN s'est révélée supérieure, dans certaines circonscriptions (essentiellement dans le Bassin méditerranéen), à celle des électeurs FN vers des candidats UMP. La base électorale de l'UMP a prouvé, dans les urnes, qu'elle était massivement favorable à la discipline nationale.**

3.4 Et si l'exemple venait d'Orange ?

Incontestablement, Jacques Bompard est moins médiatique que les deux nouveaux députés FN. Mais son action et sa stratégie politiques méritent d'être soulignées car elles préfigurent ce que devra être demain l'union de la droite. Jacques Bompard est élu de justesse maire d'Orange en 1995 dans le cadre d'une triangulaire. Réélu au premier tour en 2001 et 2008, il est élu conseiller général en 2002. Son épouse, élue conseillère générale en 2004 (largement réélue en 2011), conquiert la mairie de Bollène en 2008.

Deux atouts majeurs de Jacques Bompard lui donnent un avantage comparatif vis-à-vis des candidats FN : la priorité donnée à l'action de proximité et à la présence permanente sur le terrain (indépendamment des échéances électorales), ainsi que sa volonté affichée d'unir toutes les droites.

Plusieurs fois battu aux élections législatives sous l'étiquette FN, Jacques Bompard a profité d'une droite divisée au premier tour pour affronter la gauche. Il a réuni la droite au second tour lui permettant d'atteindre le même score que Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle :

Duels Gauche / FN	Vote Bompard Législatives 2012 ; 1 ^{er} tour	Total de <u>voix</u> Bompard +FN + UMP + DVD 1 ^{er} tour	Vote Bompard Législatives 2012, 2 nd tour	Vote Bompard 2nd tour / Total des voix de droite du 1 ^{er} tour	Vote Nicolas Sarkozy (2 ^e tour élection présidentielle 2012)	Pourcentage de bulletins nuls (2 ^e tour)
^{4e} Vaucluse (Orange)	12.266 voix 23,51%	33.608 voix (64,42%)	29.738 voix 58,77%	88,5% du total des voix de droite du 1 ^{er} tour	60,02%	4,5%

La réussite de Jacques Bompard prouve que, dans une perspective de long terme, l'action politique locale et la fidélisation d'un électorat, sanctionnées lors des élections municipales, ont une importance politique inversement proportionnelle à leur visibilité médiatique.

4 Un exemple de désinformation : la droite populaire responsable de l'échec de la droite parlementaire ?

Les humanistes autoproclamés, les centristes, les libéraux, les derniers spadassins vieillissants du chiraquisme avaient aiguisé leurs couteaux depuis la défaite de Nicolas Sarkozy. Ils rêvaient d'en découdre, mais à l'exception de M^{me} Jouanno peu réputée pour ses fulgurances et son sens politique, ils attendaient l'inéluctable déroute des élections législatives pour dénoncer les conséquences funestes de la « droitisation » (concept peu rigoureux intellectuellement emprunté aux politologues de gauche). Celle-ci, orchestrée par Patrick Buisson et par la droite populaire, serait la seule responsable de la défaite. L'ampleur de la vague rose et la défaite de la moitié des députés de la droite populaire ont déclenché l'hallali des bien-pensants : d'un Alain Juppé qui a déserté le combat électoral à Bordeaux, d'une Fabienne Keller, qui a laissé un champ de ruines à droite après sa défaite à la mairie de Strasbourg en 2008, ou d'un Jean-Pierre Raffarin, dont la politique sans consistance avait installé la gauche dans la quasi-totalité des régions françaises en 2004.

Laissons Alain Minc, dont le positionnement politique est aux antipodes des valeurs et des idées de la droite populaire, être le juge de la stratégie Buisson : « *Quand Nicolas Sarkozy fait la campagne qui me plaît à moi, il ne gagne pas un point dans les sondages ; quand il commence à faire la campagne Buisson, il gagne 6 points.* »

Quant à la prétendue débâcle des députés de la droite populaire, examinons les faits :

Circonscription – candidat droite populaire	Vote Nicolas Sarkozy (2^e tour élection présidentielle 2012)	Résultat du candidat de la droite populaire
6 ^e Hérault Elie Aboud	53,88%	Battu en triangulaire PS : 39,82 UMP : 39,80 FN : 20,37
7 ^e Seine-et-Marne Yves Albarello	51,56%	Réélu : 50,08%
1 ^{re} Tarn-et-Garonne Brigitte Barèges	48,34%	Battue 45,91%

6 ^e Val-de-Marne Patrick Beaudoin	47,24%	Battu 49,05%
4 ^e Val-de-Marne Claude Bodin	49,28%	Battu 49,75%
2 ^e Vaucluse Jean-Claude Bouchet	57,82%	Réélu 55,54%
1 ^{re} Bouches-du-Rhône Valérie Boyer	55,78%	Réélue 50,65%
8 ^e Seine-Saint-Denis Patrice Calmejane	47,23%	Battu 49,15%
3 ^e Tarn Bernard Carayon	47,64%	Battu 49,75%
14 ^e Nord Jean-Pierre Decool	50,54%	Réélu 53,44%
12 ^e Bouches-du-Rhône Eric Diard	57,63%	Battu en triangulaire PS : 37,34% UMP : 36,6% FN : 26,06%
1 ^{re} Aube Nicolas Dhuicq	60,56%	Réélu UMP : 44,18% PRG : 32,01% FN : 23,8%
3 ^e Vaucluse Jean-Michel Ferrand	60,25%	Battu en triangulaire : FN : 42,09% UMP : 35,82% PS : 22,08%

1 ^{re} Haute-Corse Sauveur Gandolfi	55,24%	Réélu UMP : 38,07% Rég. : 31,22% PRG : 30,71%
10 ^e Gironde Jean-Paul Garraud	47,94%	Battu 45,40%
5 ^e Eure Franck Gilard	53,01%	Réélu 60,41%
10 ^e Rhône Christophe Guilloteau	60,31%	Réélu 59,85%
4 ^e Pyrénées-Orientales Jacqueline Irlès	48,13%	Battue 44,58%
14 ^e Bouches-du-Rhône Maryse Joissins	53,01%	Battue 46,45%
1 ^{re} Drôme Patrick Labaune	49,53%	Réélu 51,87%
6 ^e Alpes-Maritimes Lionnel Luca	40,1% (1 ^{er} tour)	Réélu au 1 ^{er} tour 51,44%
1 ^{re} Pyrénées-Orientales Daniel Mach	50,26%	Battu en triangulaire PS : 42,95% UMP : 33,82% FN : 23,24%
10 ^e Bouches-du-Rhône Richard Mallié	55,96%	Battu en triangulaire : Verts : 41,64% UMP : 38,13% FN : 20,23%

11 ^e Français de l'Etranger Thierry Mariani	57,55%	Élu 52,15%
3 ^e Nord Christine Marin	47,61%	Battue 47,84%
13 ^e Rhône Philippe Meunier	56,01%	Réélu 59,51%
5 ^e Val d'Oise Georges Mothron	35,21%	Battu 40,73%
5 ^e Yvelines Jacques Myard	56,15%	Réélu 56,92%
12 ^e Seine-Saint-Denis Eric Raoult	47,64%	Battu 45,9%
8 ^e Isère Jacques Remillier	52,78%	Battu 49,43%
15 ^e Bouches-du-Rhône Bernard Reynes	60,34%	Réélu en triangulaire UMP : 41,6% PS : 35,93% FN : 22,47%
3 ^e Gard Jean-Marc Roubaud	55,30%	Battu en triangulaire PS : 41,44% UMP : 38,03% FN : 20,53%
12 ^e Rhône Michel Terrot	53,84%	Réélu 54,69%

2 ^e Bouches-du-Rhône Dominique Tian	60,80%	Réélu 58,46%
3 ^e Vosges François Vannson	52,51%	Réélu 52,69%
8 ^e Rhône Patrice Verchere	60,85%	Réélu 63,48%
2 ^e Var Philippe Vitel	58,92%	Réélu en triangulaire UMP : 40,13% PS : 37,89% FN : 21,98%
4 ^e Ain Michel Voisin	60,59%	Réélu 56,95%

Parmi les 38 députés de la droite populaire réinvestis par l'UMP, 20 sont réélus (dont 4 en triangulaire).

Seuls M^{me} Joyssins et M. Remillier sont battus en duel dans des circonscriptions qui avaient vu Nicolas Sarkozy l'emporter le 6 mai dernier ; 6 sont battus en triangulaire dans des circonscriptions ancrées à droite. En maintenant leurs suffrages sur les candidats FN, les électeurs frontistes n'ont pas souhaité sanctionner les députés de la droite populaire mais l'état-major de l'UMP qui refuse obstinément tout dialogue avec le FN. Parmi les 12 candidats battus en duel, 6 font mieux que Nicolas Sarkozy au deuxième tour de l'élection présidentielle, alors même que le résultat national de l'UMP aux législatives est en retrait par rapport au score du 6 mai.

Par conséquent, il est légitime de s'interroger sur l'occultation par les médias de ces éléments objectifs qui démontrent clairement que l'étiquette « droite populaire » n'a pas fait office, loin s'en faut, de repoussoir pour les électeurs. Notons qu'aucun média n'a insisté sur les pertes tout aussi importantes subies par le Nouveau Centre.

La droite populaire doit s'engager dans une démarche pédagogique de réinformation pour faire face à la disqualification intellectuelle et tactique à son encontre à laquelle ne manqueront pas de s'adonner tous ceux qui ont transformé l'UMP en parti libéral, décentralisateur et européen

s'écarter des fondements politiques du modèle français, dépourvu de tout regard critique relatif à l'Europe et à la mondialisation, fasciné par l'orthodoxie budgétaire à l'allemande, et sous-estimant l'ensemble des conséquences de l'immigration de peuplement. Outre le fait qu'elle soit emblématique de la déliquescence intellectuelle d'une partie de la droite parlementaire française qui reprend sans vergogne les concepts et la phraséologie du politiquement correct (encouragement de la **parité** et de la **diversité** au service du **vivre-ensemble**, refus des **extrêmes**, de leurs **dérapages** et de la désormais incontournable **stigmatisation**), cette ligne révèle une méconnaissance profonde des préoccupations des classes populaire et moyenne. Quand l'UMP se décidera-t-elle enfin à appréhender la réalité politique telle qu'elle est et à écouter ses propres électeurs ?

Etienne Lahyre

21/06/2012

www.polemia.com